

COLOMBIE

Le président Uribe doit réaffirmer son engagement en faveur des droits humains

Index AI : AMR 23/038/2004

ÉFAI

Vendredi 6 août 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Il ne peut pas y avoir de plein respect des droits humains ni de sécurité authentique en Colombie sans garanties réelles, permettant aux défenseurs des droits humains de s'acquitter de leur mission, a déclaré le chef de la délégation d'Amnesty International, Javier Zúñiga, lors de l'entrevue que l'organisation a eue hier avec le président colombien, Álvaro Uribe.

« Cette rencontre s'est déroulée dans un climat de franchise et de respect mutuel, a déclaré Javier Zúñiga. Amnesty International a de nouveau insisté sur l'importance de la poursuite du dialogue qu'elle a entretenu avec les gouvernements colombiens successifs. »

Amnesty International a exprimé son inquiétude devant les récentes déclarations du président Uribe, qui a accusé l'organisation de vouloir, « par ses prises de position et par ses actes, que le terrorisme triomphe en Colombie ».

« Ces accusations étaient infondées et inacceptables, a déploré Javier Zúñiga. Elles mettent en péril l'action légitime des organisations de défense des droits humains, aussi bien colombiennes qu'internationales. »

Le président de la République a reconnu la légitimité de l'action d'Amnesty International et des défenseurs des droits humains en général, soulignant qu'il était de son devoir de protéger les ONG.

L'organisation a réaffirmé pour sa part l'importance de la présence en Colombie du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (ONU).

« Les recommandations de l'ONU et l'Accord de Londres constituent un cadre incontournable, seul capable de permettre une sortie de la crise des droits humains que connaît le pays », a souligné Javier Zúñiga.

Amnesty International a également réitéré sa condamnation inconditionnelle des atteintes aux droits humains perpétrées par l'armée, les paramilitaires – qui jouissent de

l'appui de certains secteurs des forces de sécurité – et les groupes de la guérilla.

L'organisation a reconnu que certains indices de violence politique, concernant notamment les séquestrations et les déplacements de population, avaient enregistré une baisse sensible.

Elle a néanmoins exprimé son inquiétude devant les conséquences néfastes pour les droits humains de la politique dite de « sécurité démocratique », qui contribue à renforcer l'impunité et à enfoncer toujours davantage la population civile dans le conflit, et qui se traduit par une augmentation des arrestations massives opérées par les forces de sécurité.

« Le harcèlement dont sont victimes, du fait de ces arrestations massives, et bien souvent arbitraires, les défenseurs des droits humains et autres militants de la société, est inacceptable », a déclaré Javier Zúñiga.

La mort, le 3 août à Valledupar, de Fredy Arias Arias, coordinateur du Programme pour les droits humains de l'organisation indigène Kankuama, alors qu'il était apparemment aux mains de paramilitaires, illustre bien la nécessité de prendre des mesures efficaces pour protéger la population civile.

Plus de 90 membres de la communauté Kankuama sont morts au cours des deux dernières années, la plupart aux mains des paramilitaires, qui ont pourtant décrété un cessez-le-feu en décembre 2002.

Amnesty International s'est également déclarée profondément préoccupée par la mort, hier, de trois dirigeants syndicaux du département d'Arauca, aux mains de l'armée.

La justice ordinaire devrait mener une enquête approfondie sur les circonstances de la mort d'Alirio Martínez, président de l'Asociación Nacional de Usuarios Campesinos (ANUC, Association nationale des agriculteurs), de Leonel Goyeneche, membre de la Confederación Unitaria de Trabajadores (CUT, Centrale unitaire des travailleurs) Arauca, et de Jorge Prieto, membre de l'Asociación Nacional de Trabajadores Hospitalarios de Colombia (ANTHOC, Association nationale du personnel hospitalier de Colombie) et de la CUT.

Informations générales

Une délégation d'Amnesty International est en visite en Colombie du 1^{er} au 8 août. Elle est conduite par Javier Zúñiga, directeur général régional, et se compose de Susan Lee, directrice du Programme régional Amérique,

d'Eric Olson, haut responsable de la section étasunienne d'Amnesty International, et de Marcello Pollack, chercheur travaillant sur la Colombie.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5562, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>